

Protection sociale genre et offre de travail des femmes : impact sur la croissance économique et le marché du travail

Gender social protection and women's labor supply: impact on economic growth and the labor market

Mame Cheikh Anta SALL, (*Enseignant-Chercheur*)

Laboratoire de recherches sur les Institutions et la Croissance (LINC)

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)

Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD)

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion Université Cheikh Anta Diop Dakar-Sénégal
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	SALL, M. C. A. (2025). Protection sociale genre et offre de travail des femmes : impact sur la croissance économique et le marché du travail. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(10), 632–648.
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 04/09/2025

Accepted: 04/10/2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 10 (2025)

Protection sociale genre et offre de travail des femmes : impact sur la croissance économique et le marché du travail.

Résumé

Lorsque les politiques sociales sont aveugles au genre, les inégalités fondées sur celui-ci initialement observées sur le marché du travail sont transmises au système de protection sociale et s'y voient même amplifiées. L'objectif de cette recherche est d'analyser l'impact d'une politique de protection sociale, genre basée sur l'offre de travail des femmes sur le marché du travail et la croissance économique. Pour mener à bien cet objectif, nous avons utilisé un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) avec comme base comptable la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) du Sénégal de 2019. Compte tenu de la spécificité de la problématique, la MCS a fait l'objet d'une segmentation poussée du facteur travail selon le genre et la catégorie socioprofessionnelle afin de mettre en évidence les hétérogénéités du marché du travail. En nous référant aux politiques sociales qui se traduisent par une meilleure présence de la main-d'œuvre féminine sur le marché de l'emploi, nous avons simulé une hausse à la marge de 10% de l'offre de travail des femmes. Les résultats ont montré une augmentation généralisée de la demande de travail. En effet, l'augmentation de l'offre de travail féminine a entraîné une baisse conséquente des taux de salaire, ce qui implique une meilleure attractivité de la main-d'œuvre sur le marché de l'emploi. Il est également noté une expansion des secteurs d'activité qui ont vu leur valeur ajoutée augmentée favorisant, par conséquent, une amélioration de la croissance économique.

Mots clés : Protection sociale, genre, marché du travail, croissance économique et modèle d'équilibre général calculable (MEGC).

JEL Classification : H55, J16, J40, F43, O41.

Type du papier : Recherche empirique

Abstract

When social policies are gender-blind, gender-based inequalities initially observed in the labor market are transmitted to the social protection system and are even amplified there. The objective of this research is to analyze the impact of a gender-oriented social protection policy based on the supply of women's labor on the labor market and economic growth. To achieve this objective, we used a Computable General Equilibrium Model (CGE) with the 2019 Senegal Social Accounting Matrix (SAM) as an accounting basis. Given the specificity of the problem, the SAM was subject to an in-depth segmentation of the labor factor according to gender and socio-professional category in order to highlight the heterogeneities of the labor market. Referring to social policies that result in a greater presence of female labor in the labor market, we simulated a marginal increase of 10% in the supply of female labor. The results showed a generalized increase in labor demand. Indeed, the increase in the supply of female labor led to a significant decrease in wage rates, which implies a greater attractiveness of the workforce in the labor market. There is also an expansion of sectors of activity that have seen their added value increase, consequently favoring an improvement in economic growth.

Keywords: Social protection, gender, labor market, economic growth and computable general equilibrium model (CGE).

Classification JEL : H55, J16, J40, F43, O41.

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

La protection sociale est un ensemble de politiques et de programmes visant à réduire et prévenir la pauvreté et la vulnérabilité durant le cycle de vie. Elle désigne l'ensemble des dispositifs d'accompagnement permettant aux individus et aux ménages de faire face aux conséquences de la survenue d'un risque social, tel que la maladie, la vieillesse, l'invalidité ou la maternité, et à la perte de travail, de revenu ou l'augmentation des dépenses qui en découle (Razavi, 2011 ; Bastagli et al., 2016 ; OIT, 2022). L'accès à la protection sociale constitue un droit humain universel, inscrit notamment dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi que la Convention (n°102) de l'OIT concernant la sécurité sociale (norme minimum, 1952).

La protection sociale est un droit humain internationalement reconnu, qui joue un rôle considérable pour soutenir et élever les niveaux de vie, et pour favoriser le développement économique et social. La pandémie de COVID-19 n'a fait que réaffirmer l'importance des systèmes de protection sociale pour atténuer l'impact des crises sanitaire et économique et accompagner une reprise économique forte et inclusive (Antonopoulos, 2013 ; Banque mondiale, 2017 ; OIT, 2022). La protection sociale n'est pas seulement un investissement dans la population, mais aussi un investissement dans l'économie en général, de nature à générer un cycle économique vertueux qui permet d'augmenter le niveau d'emploi, la productivité, les recettes fiscales et la croissance économique globale, en particulier dans les pays en développement.

Les politiques sociales pratiquées à travers le monde tournent principalement autour de deux approches : le modèle bismarckien et le modèle beveridgien. Le modèle bismarckien, dit d'assurance sociale obligatoire, a été inspiré par Bismarck en 1883. Il s'appuie sur la notion de statut professionnel et de risque au travail avec une couverture sociale des employés contre les risques liés à leurs activités. L'assurance sociale a souvent trait aux programmes liés à l'exercice d'un emploi, avec un système de financement par cotisations des employeurs et des employés, basées sur les salaires (Razavi et Silke, 2010 ; Thome et al, 2016). Par contre, le modèle de protection sociale, proposé par Beveridge en 1942, renvoie plutôt à un système d'assistance sociale. C'est un système de protection fondé sur le principe d'universalité et de solidarité nationale. L'aide sociale vise la pauvreté aiguë ou chronique, les vulnérabilités de la vieillesse, des enfants et des femmes, ou les catastrophes naturelles par des transferts d'argent ou en nature (Gentilini et Omamo, 2009 ; Onaran et al, 2019).

Les politiques sociales s'articulent autour d'un ensemble de mesures destinées à soutenir les membres les plus pauvres et les plus vulnérables de la société, et à aider les individus, les ménages et les communautés à mieux gérer les risques auxquels ils sont confrontés. De telles mesures comprennent les interventions sur le marché du travail (réglementation du marché du travail, programmes et règles de détermination des salaires), les programmes d'assurance sociale (pensions de retraite, allocations chômage et familiales, indemnités maladie), l'assistance sociale (transferts en espèces ou en nature, subventions, allocations conditionnelles) et les programmes d'assistance aux personnes démunies, telles que les groupes vulnérables (personnes handicapées, orphelins, enfants vulnérables, etc.).

Toutefois, l'universalisation de la protection sociale est entravée par un certain nombre de facteurs structurels, davantage présents dans les pays africains, notamment le caractère informel des économies qui est encore apparent sur les marchés du travail. Ce dysfonctionnement constitue plus une entrave à la main-d'œuvre féminine, car elles sont généralement surreprésentées dans les emplois informels, comparés à leurs homologues masculins (BAD, 2015). C'est dans ce sens que Razavi (2011) souligne que lorsque l'accès à une assurance sociale et le montant de celle-ci sont étroitement liés à l'exercice d'un emploi rémunéré et quand aucun mécanisme n'est mis en place pour valoriser d'autres formes de contributions à la société,

les inégalités fondées sur le genre qu'on trouve sur le marché du travail sont transmises au système de protection sociale et s'y voient même amplifiées. Cela justifie l'intérêt accordé, dans le cadre de cette recherche, aux programmes d'assistance sociale (modèle de Beveridge) d'autant plus que les dispositifs d'assurance sociale au Sénégal (modèle de Bismarck) sont aveugles au genre (à l'exception du congé de maternité et du congé parental).

Les politiques de protection sociale aident souvent à soutenir l'activité économique et à rendre les stratégies de croissance économique plus efficaces dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités, notamment celles liées au genre (OCDE, 2011 ; Hemerijck, 2016 ; Amodu *et al.*, 2017). Au Sénégal, il est noté, malgré les récentes perturbations nationales, régionales et mondiales accrues, une bonne trajectoire de l'économie avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 4,3% en 2023 supérieur à celui de 2022 qui était de 3,8% (Banque mondiale, 2024). En effet, le Sénégal a relativement bien résisté aux multiples chocs, l'incidence de la pauvreté restant relativement inchangée à 37,5% en 2021/2022 contre 37,8% en 2018/2019, malgré la pandémie. Les perspectives macroéconomiques à moyen terme sont positives et favorables avec une solide reprise tirée par l'industrie extractive, un engagement en faveur de la stabilité macrobudgétaire et la mise en œuvre de réformes structurelles.

Toutefois, le Sénégal reste caractériser par de fortes inégalités entre les hommes et les femmes, en témoigne l'indice d'inégalité de genre du pays qui 0,530 ; classant le pays 131^{ème} sur 191 pays en 2021/2022, confirmant que le Sénégal est un pays avec d'importantes inégalités entre les sexes¹.

Le marché du travail sénégalais se distingue aussi par des disparités notoires entre les hommes et les femmes (Sall, 2018). Selon les statistiques de l'Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal (ENES, 2023), le taux de chômage au 4^{ème} trimestre de 2022 est estimé à 21,9% et l'analyse suivant le genre révèle que le chômage affecte davantage les femmes (37,4%) que les hommes (10,2%). Les mêmes écarts sont notés sur le taux d'emploi. Il est plus élevé chez les hommes comparativement aux femmes (57,8% contre 29,4%).

Afin d'endiguer les disparités de genre sur le marché de l'emploi, le Sénégal compte s'appuyer sur la protection sociale pour favoriser l'autonomisation socio-économique des femmes et des jeunes à travers la création d'opportunités d'emplois, mais également lutter contre la féminisation de la pauvreté (SNPS, 2015-2035). Une orientation genre de la politique sociale permettrait ainsi de parvenir à un changement durable dans la mesure où cette dernière a le potentiel de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes à moindre coût (Razavi et Silke, 2010 ; Tebaldi, 2016).

Compte tenu des enjeux de la protection sociale en termes de réduction des inégalités entre les hommes et les femmes sur le marché du travail et de promotion de la croissance, l'une des questions majeures qui pourrait se poser est la suivante : quel est l'impact d'une politique de protection sociale à orientation genre sur les disparités observées sur le marché du travail et sur la croissance économique au Sénégal ?

L'objectif de cette recherche est d'analyser l'impact d'une politique de protection sociale à orientation genre sur les inégalités notées sur le marché du travail et sur la croissance économique. Pour mener à bien ce travail, nous nous basons sur l'hypothèse selon laquelle, une politique de protection sociale à orientation genre réduit les disparités observées sur le marché du travail et consolide la croissance économique.

¹ Cet indice élaboré par le PNUD permet de classer les pays en se basant sur des mesures de l'inégalité dans cinq domaines : le taux de mortalité maternelle (ODD 3.1), la fécondité chez les adolescents (ODD 3.7), le pourcentage de sièges au Parlement (ODD 5.5), la population ayant au moins un diplôme d'enseignement secondaire (ODD 4.4) et le taux de participation dans le marché du travail (ODD 8.5).

2. Revue de littérature

Les systèmes nationaux de protection sociale sont considérés comme un outil de politique sociale primordial pour éradiquer la pauvreté (OIT, 2022). Il s'agit notamment de fournir une couverture sanitaire universelle et de protéger les personnes contre le risque d'appauvrissement dû à des dépenses de santé catastrophiques en l'absence d'un filet de sécurité. La fourniture de services publics, d'infrastructures et de protection sociale joue également un rôle clé dans la réalisation de l'égalité des sexes en reconnaissant la valeur des soins non rémunérés et du travail domestique qui repose essentiellement sur les épaules des femmes et des filles. Il s'agit d'une composante essentielle de l'agenda du travail décent et d'un pilier de l'effort visant à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes observées sur le marché du travail. L'extension de la protection sociale à tous les groupes de la population contribue donc à réduire les inégalités et à réaliser une croissance économique durable et inclusive qui ne laisse personne de côté.

En dépit des théories sans fondement qui prétendent que la protection sociale peut favoriser l'oisiveté chez les individus, des données concrètes tendent à prouver le contraire (Mathers et Slater, 2014). De fait, il est démontré que la protection sociale améliore le capital humain, grâce à de meilleurs résultats dans la santé et l'éducation (Bastagli et al., 2016), à une meilleure participation au marché du travail (Mathers et Slater, 2014) et à une incidence positive sur l'économie locale par le biais de différents canaux et d'effets multiplicateurs (Thome et al., 2016).

Le rôle de la protection sociale pour stimuler la croissance économique a été largement démontré. Les effets positifs de la protection sociale sur les dépenses de consommation des ménages et sur la participation au marché du travail à court et à long terme ont d'ailleurs été démontré par de nombreux auteurs provenant de zones géographiques différentes (Zandi, 2008 ; Khondker, 2014 ; Hemerijck, 2016 ; Thome et al., 2016). D'autres auteurs ont aussi démontré le rôle des effets multiplicateurs de la protection sociale au niveau des collectivités locales et au niveau national (Taylor, 2012 ; Onaran, 2014 ; Thome et al., 2016).

Du point de vue de l'économie du travail, il faut dire que les impacts directs des programmes de protection sociale sont ceux que visent explicitement les politiques actives du marché du travail (Mathers et Slater, 2014 ; Onaran et al., 2019). L'une des préoccupations centrales des décideurs publics reste de comprendre les freins à la transition vers le travail décent, car la disponibilité et la répartition des emplois de qualité dépendent largement de l'évolution du monde du travail. De nombreuses régions du monde affichent des performances décevantes en matière d'emploi notamment pour les femmes et les jeunes, malgré la hausse de leur niveau d'éducation. La précarité et la longueur des journées de travail constituent entre-temps des obstacles majeurs auxquels continue de se heurter une part significative de ces couches sociales à la recherche d'un emploi décent. Pour garantir la cohésion économique, sociale et politique, les organisations internationales soulignent de plus en plus l'importance de fournir des possibilités d'emploi adéquat aux femmes et aux jeunes, dont la croissance démographique constitue une occasion historique d'investir dans le capital humain en améliorant l'accès à l'éducation, la santé et la protection, et en renforçant les perspectives d'emploi pour tous (UNICEF, 2019).

La littérature révèle aussi que les dispositifs d'assistance sociale sous le prisme du genre se sont avérés très efficaces dans la lutte contre la discrimination à l'encontre des femmes afin de libérer tout le potentiel économique de la main-d'œuvre féminine sur le marché du travail (Samson, 2009). Généralement, les programmes d'assistance sociale comprennent les pensions sociales (universelles ou soumises à des conditions de ressources), les programmes de transfert d'argent aux enfants et/ou aux familles (conditionnels ou non conditionnels) et les programmes de garantie de l'emploi (Holmes et Jones, 2010).

Les programmes de garantie de l'emploi ont permis d'améliorer la qualité de vie des femmes avec la construction d'infrastructures communautaires correspondant aux besoins de ces dernières et de favoriser leur participation au marché du travail rémunéré en leur permettant de réduire le temps alloué aux activités domestiques (Mathieu, 2019).

Les femmes dans les pays en développement souffrent généralement des ambiguïtés inhérentes à leur statut (potentiel ou effectif) de mère et de traditionnelles pourvoyeuses de soins aux personnes dépendantes. Étant donné qu'elles consacrent trop de temps au travail non rémunéré, elles subissent la plupart du temps le chômage saisonnier en tant que travailleuses agricoles et sont également très vulnérables sur le marché du travail (FMI, 2019 ; Armand et al., 2025). En effet, le travail domestique reste un aspect central dans la vie familiale et prend une large partie du temps des personnes, particulièrement de celui des femmes (Kes et Swaminathan, 2006 ; Mojumder, 2020). Les inégalités sociales dans les rôles des hommes et des femmes induisent, au niveau socio-économique, à des disparités entre ces deux groupes (Arvan et al., 2017 ; Chung et al., 2021 et Dunatchik et al., 2021). Dans ce sens, l'équilibre vie professionnelle-vie familiale est devenu une préoccupation importante et universelle pour les femmes qui travaillent (Verma, 2021).

Afin de faire face à la vulnérabilité accrue des couches sociales les plus défavorisées, de nombreux pays caractérisés par des taux de chômage très élevés ont mis en place des programmes (appelés autrement plan de garantie de l'emploi) afin d'apporter une assistance sociale aux personnes dans le besoin. Ces programmes sont souvent des politiques actives fondées sur le principe selon lequel l'État joue un rôle « d'employeur de dernier recours ». Le programme d'entretien des routes rurales au Pérou (2003-2006) a ainsi permis d'augmenter la participation des femmes de 3,5% à 24% en fixant un quota de femmes de 10% dans les microentreprises (OIT, 2011).

La conception de la plupart des programmes d'emplois publics recensés dans les Pays à Faible Revenus (PFR) d'Afrique subsaharienne prévoit un certain niveau de sensibilisation aux questions d'égalité des sexes avec des quotas explicites (oscillant généralement entre 30 et 50%) ou des objectifs de participation féminine. Le Programme étendu de travaux publics (Expanded Public Works Programme) de l'Afrique du Sud y est notamment cité en exemple, car les services de soin figurent depuis le début dans ses offres de travail (Antonopoulos, 2013). Tebaldi (2016) souligne que la Guinée a entrepris le programme de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (labour Intensive Public Works, LIPW), sur la base d'un constat d'une faible participation féminine au marché du travail. Ce programme, articulé autour des campagnes de sensibilisation et ayant inclut des activités « souples » de travaux publics, a permis d'attirer davantage la main-d'œuvre féminine sur le marché de l'emploi.

Le Liberia a aussi entrepris d'encourager la main-d'œuvre féminine et la participation féminine à des fonctions productives non traditionnelles à travers la mise en œuvre de plusieurs programmes d'emplois publics avec la dimension genre et la possibilité de proposer des services de garderie dans les lieux de travail. Il est courant, par ailleurs, que les programmes de travaux publics sexo-spécifiques proposent des heures de travail plus flexibles aux femmes tout en mentionnant de nombreuses dispositions sexo-spécifiques en faveur de la sensibilisation à l'égalité des sexes. Dans le cas du fonds d'action sociale de la Tanzanie (Tanzania Social Action Fund, TASAF) et du programme de filet de sécurité productif (Productive Safety Net Programme, PSNP) de l'Éthiopie, les femmes ont d'ailleurs la possibilité de faire des demi-journées de travail (Tebaldi, 2016).

En définitive, il est noté dans la littérature que les politiques sociales orientées sur le genre jouent un rôle prépondérant dans l'amélioration de la situation économique des femmes. Toutefois, ces différents travaux susmentionnés ne prennent pas en compte l'offre de travail des femmes. Cette recherche va dans le sens de combler ce gap en insistant sur l'offre de travail des femmes et d'analyser sa répercussion sur la dynamique économique. En effet, une politique

sociale à orientation genre devrait permettre non seulement aux femmes d'être plus présentes sur le marché de l'emploi, elles leur permettent aussi de mieux se positionner et d'améliorer leur statut social au sein de la famille et de la communauté.

3. Méthodologie de recherche

Pour mener à bien notre objectif, nous avons opté pour une modélisation en équilibre général calculable afin de simuler une politique d'assistance sociale en faveur des femmes et voir sa répercussion sur le marché du travail, mais aussi sur la croissance économique. La modélisation en équilibre général apporte une réponse plus satisfaisante que des analyses d'équilibres partiels, en donnant une vue d'ensemble des canaux par lesquels passe la mise en œuvre d'une politique (Suwa, 1991).

La structure du modèle de base utilisée est celle de PEP-T, élaborée par Decaluwé et al (2013). Nous y avons ajouté une segmentation poussée du marché du travail ainsi qu'une spécification de ce marché marquée par l'introduction d'une courbe des salaires et la modélisation du commerce extérieur qui prend en compte l'existence d'une demande d'exportation finie. Le modèle est dynamique récuratif, ce qui signifie qu'il est résolu comme une séquence d'équilibres statiques reliés dans le temps, à travers l'accumulation du capital et l'accroissement de la main-d'œuvre et des équations de comportement. Un des avantages d'une spécification du modèle dynamique est la possibilité de générer un sentier à moyen et long terme. De plus, les changements structurels peuvent être analysés dans le temps. Le modèle s'applique à une petite économie pour laquelle les prix mondiaux sont donnés.

- Structure du bloc de production

La technologie de production est décrite par les équations de la production et de la valeur ajoutée pour chaque période t . La production du secteur (XS) est exprimée par une fonction de type Leontief combinant des parts fixes v et io de la valeur ajoutée (VA) et des consommations intermédiaires (CI) :

$$VA_{j,t} = v_j XST_{j,t} \quad (1)$$

La consommation intermédiaire totale d'une branche est une part fixe de sa production :

$$CI_{j,t} = io_j XST_{j,t} \quad (2)$$

La valeur ajoutée (VA) est une fonction CES qui combine le travail composite (LDC) et le capital composite (KDC) :

$$VA_{j,t} = B_j^{VA} \left[\beta_j^{VA} LDC_{j,t}^{-\rho_j^{VA}} + (1 - \beta_j^{VA}) KDC_{j,t}^{-\rho_j^{VA}} \right]^{-\frac{1}{\rho_j^{VA}}} \quad (3)$$

Des modifications ont été apportées par Cabral à la modélisation de la productivité des facteurs B_j^{VA} qui est maintenant une fonction du capital humain ($KH_{j,t}$), de la recherche-Développement ($RD_{j,t}$), de l'investissement physique ($IP_{j,t}$) et du rapport entre le capital

public global et le capital privé du secteur $\left(\frac{KD_{pub}G_t}{KD_{priv}_{j,t}} \right)$ et de la sensibilité de la productivité à

ces différents arguments, donnée par les élasticités respectives τ_k , τ_r et τ_i . Le stock global de capital public ($KD_{pub}G_t$) crée pour chaque activité productrice une externalité positive qui affecte la productivité globale des facteurs du secteur. Le facteur de productivité A sera ainsi affecté par la répartition du flux d'investissement public entre le capital humain ($KH_{j,t}$), la

recherche-développement ($RD_{j,t}$) et l'investissement physique ($IP_{j,t}$), mais également par l'ampleur des externalités dont bénéficie le secteur et l'élasticité de la productivité aux différents arguments :

$$B_j^{VA} = \overline{B}_{j,t} \left[\left(KH_{j,t} \right)^{\varepsilon_k} \left(RD_{j,t} \right)^{\varepsilon_r} \left(IP_{j,t} \right)^{\varepsilon_i} \left(\frac{KD_{pub}G_t}{KD_{priv}_{j,t}} \right)^{\varepsilon_k} \right] \quad (4)$$

- Modélisation du marché du travail

Dans ce modèle, une des caractéristiques du marché du travail est, d'une part, la segmentation poussée du marché du travail en dix catégories socio professionnelles (les cadres supérieurs et ingénieurs, les cadres moyens et agents de maîtrise, les employés et ouvriers qualifiés, les employés et ouvriers semi qualifiés, les employeurs, les manœuvres, les travailleurs indépendants, les aides-familiaux, les apprentis rémunéré ou non, les autres qui regroupent les non déclarés et les inclassables). Chaque catégorie est également segmentée selon le genre (homme et femme). En conséquence, nous distinguons 20 segments du marché du travail. D'autre part, nous tenons compte du caractère rigide des différents segments du marché du travail en introduisant le chômage de façon endogène.

Les travailleurs sont supposés être mobiles à l'intérieur des différents segments du marché du travail qualifiés et non qualifiés. Mais il n'existe pas de mobilité de la main-d'œuvre entre les différents segments du marché du travail. L'approche par la courbe des salaires (wage curve) développée par Blanchflower et Oswald (1994) est utilisée pour modéliser le marché du travail où nous supposons l'existence d'un chômage dans le segment du travail qualifié. Les travailleurs de ce segment du marché sont principalement employés dans le secteur moderne ou secteur formel où nous supposons une relative rigidité dans la fixation du salaire.

Le taux de salaire y évolue selon la situation du marché du travail, conformément à la situation décrite par la *wage curve*. Celle-ci décrit une relation négative entre les niveaux de chômage et les salaires. Elle traduit le fait que les zones et/ou secteurs caractérisés par des taux de chômage élevés sont associées à de bas salaires, alors que ceux à taux de chômage faibles sont marqués par des niveaux élevés de salaires.

Dans le segment du marché du travail non-qualifié, le taux de salaire est supposé y être déterminé par la confrontation de l'offre et de la demande de travail. Les travailleurs de ce segment évoluent généralement dans le secteur informel et quel que soit le niveau de la demande, l'auto-emploi est tel que le chômage est quasi inexistant, cependant avec des salaires trop bas en dessous du SMIG².

L'offre de travail est endogène et pour chaque année elle est calculée en prenant en compte l'offre de l'année précédente qui croît avec la croissance démographique (n).

$$LS_{t+1}^L = LS_t^L \cdot (1 + n) \quad (5)$$

LS_{t+1}^L = l'offre de travail en $t+1$;

LS_t^L = l'offre de travail en t ;

n = taux de croissance démographique.

La particularité de ce modèle est l'intégration des canaux de transmission par lesquels l'augmentation de la main-d'œuvre féminine peut affecter les salaires et les demandes de travail (tous segments compris), la valeur ajoutée, mais aussi la production. Les hypothèses fortes du modèle sont le plein emploi pour les non-qualifiés et du chômage pour la main-d'œuvre qualifiée. Il s'y ajoute que l'augmentation de l'offre de travail est absorbée par la demande existante sur le marché.

² Les travailleurs non qualifiés acceptent souvent de travailler avec un niveau de salaire largement en dessous du SMIG à la différence des travailleurs qualifiés qui préfèrent rester au chômage que de travailler avec un salaire trop faible et en dessous du SMIG.

Au niveau le plus bas du côté de la valeur ajoutée, les différentes catégories de travail $l \in L = \{L_1, \dots, L_L\}$, sont combinées suivant une technologie d'élasticité de substitution constante (CES) qui reflète une substituabilité imparfaite entre différents types de travail. L'entreprise choisit sa composition de la main-d'œuvre afin de minimiser son coût, compte tenu des taux de salaire relatifs. La demande de chaque type de travail ($LD_{l,j,t}$) dérive des conditions de premier ordre de minimisation des coûts par l'entreprise représentative, sous réserve de la technologie CES :

$$LDC_{j,t} = B_j^{LD} \left[\sum_l \beta_{l,j}^{LD} LD_{l,j,t}^{-\rho_j^{LD}} \right]^{\rho_j^{-\frac{1}{LD}}} \quad (6)$$

$$LD_{l,j,t} = \left[\frac{\beta_{l,j}^{LD} WC_{j,t}}{WTl_{l,j,t}} \right]^{\sigma_j^{LD}} (B_j^{LD})^{\sigma_j^{LD}-1} LDC_{j,t} \quad (7)$$

- *Processus de bouclage*

L'équilibre épargne-investissement est réalisé à travers l'introduction d'une taxe indirecte endogène qui permet à l'État de collecter le supplément de ressources nécessaires aux fins d'investissement. Le taux d'épargne des autres institutions est supposé fixe. Les dépenses publiques sont supposées fixes, en terme réel, à la première période. Toutefois, elles augmentent au même rythme que la population. Il en est de même de l'épargne budgétaire, des transferts, de l'offre de travail qui progressent au même taux que la population.

- *Dynamique du modèle*

La dynamique de l'économie est induite par l'accumulation du capital productif et la croissance démographique. L'accroissement du capital productif à travers l'investissement est la principale source de croissance de l'économie. L'investissement couvre la dépréciation du capital et contribue à son accumulation d'une période à l'autre.

La règle d'accumulation du capital privé est déterminée comme suit : le taux d'accumulation

sectoriel du capital privé $\left(\frac{IND_{k,bus,t}}{KD_{k,bus,t}} \right)$ de la période t , est une fonction croissante du ratio coût-

bénéfice du capital $\left(\frac{R}{U} \right)$ de la même période, mais le rythme d'accroissement du taux d'accumulation, sous l'effet de ce ratio, est décroissant :

$$\frac{IND_{k,bus,t}}{KD_{k,bus,t}} = \varphi_{k,bus} \left[\frac{R_{k,bus,t}}{U_{k,bus,t}} \right]^{\sigma_{k,bus}^{INV}} \quad (8)$$

Le stock de capital privé sectoriel de fin de période ($KD_{k,j,t+1}$) est égal au stock de début de période ($KD_{k,j,t}$) net de la consommation en capital fixe (ou dépréciation) de la période à un taux ($\delta_{k,j}$), auquel s'ajoute le volume de capital accumulé au cours de la période ($IND_{k,j,t}$) :

$$KD_{k,j,t+1} = KD_{k,j,t} (1 - \delta_{k,j}) + IND_{k,j,t} \quad (9)$$

Quant aux flux d'investissements publics, nous supposons qu'ils représentent une proportion des flux d'investissements privés, traduisant ainsi une relative complémentarité entre ces deux types d'investissements dans les secteurs marchands :

$$ING_{bus,t} = \mu * (IND_{priv,bus,t}) \quad (10)$$

Dans le secteur non-marchand, les flux d'investissements publics dépendent du revenu disponible de l'État :

$$ING_{ntr,t} = \mu_{ntr} * YG_{t,GOV} \quad (11)$$

La croissance démographique agit sur la croissance économique, principalement par la demande finale et l'épargne des privés et de l'État de manière indirecte. La consommation publique est donc supposée augmenter au rythme de la croissance démographique. Cette hypothèse est également valable pour les transferts inter-ménages, les transferts publics versés aux ménages, les transferts privés et publics du reste du monde vers les institutions résidentes et vice-versa, la consommation minimale privée.

- Paramètres des formes fonctionnelles du modèle

La spécification des fonctions de production, de consommation des ménages et des demandes d'importation et d'exportation nécessite des paramètres, notamment : l'élasticité-revenu de la demande de produits, le paramètre de Frisch, l'élasticité de substitution entre capital et travail, l'élasticité de substitution entre les produits importés et locaux, l'élasticité de transformation entre les ventes extérieures et les ventes locales, et l'élasticité de la demande extérieure. En l'absence de séries longues, ces paramètres n'ont pas été estimés sur des données du Sénégal. Ils ont été empruntés à la littérature des MEGC, et à des études empiriques réalisées dans d'autres économies en développement³. Tous les autres paramètres du modèle ont été calibrés à l'aide des données de la MCS, de manière à assurer la cohérence des données de l'année de base. L'élasticité de complémentarité entre le capital public et sectoriel est empruntée de Cabral et al. (2017).

- Cadre comptable du modèle : Matrice de Comptabilité Sociale du Sénégal (2019)

Cette étude s'appuie sur une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) du Sénégal pour l'année de référence 2019. Le cadre comptable central a été initialement construit par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) en agréant les données du Tableau des Entrées-Sorties (TES), du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) et de la balance des paiements. Cette MCS de base fournit une représentation cohérente et complète des flux économiques et financiers entre tous les agents institutionnels de l'économie sénégalaise, servant de fondement solide pour les analyses en équilibre général calculable.

Afin de répondre aux exigences spécifiques de cette recherche, notamment l'analyse détaillée du marché du travail, la matrice originale a fait l'objet d'une désagrégation poussée. Cette opération a été réalisée en utilisant les données microéconomiques les plus récentes de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), ajustées à l'aide de l'Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal (ENES). La MCS ainsi affinée se distingue par un niveau de détail élevé, comprenant 27 secteurs d'activité et 48 produits. Sa caractéristique principale est la segmentation du facteur travail en dix catégories socio-professionnelles distinctes, permettant une analyse fine des interactions entre la structure de production, la répartition des revenus et les différentes strates de la main-d'œuvre.

- Cadres supérieurs et ingénieurs (CSI)
- Cadres moyens et agents de maîtrise (CMAM)
- Employés et ouvriers qualifiés (EOQ)
- Employés et ouvriers semi qualifiés (EOSQ)
- Employeurs
- Manœuvres
- Travailleurs indépendants (propre compte)
- Aides-familiaux
- Apprentis rémunérés ou non

³ Des détails sur les paramètres dans les MEGC sont apportés par Annabi et al. (2002).

- Autres, qui regroupent les non déclarés et les inclassables.

Ensuite, chaque catégorie de travailleurs est également segmentée selon le genre (homme et femme). Au total, le seul facteur travail se retrouve maintenant scinder en 20 sous segments. En effet, cette segmentation permet de mettre en évidence l'hétérogénéité du marché du travail selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe afin de répondre pertinemment à la spécificité de notre problématique. Le facteur capital est aussi scindé en deux modalités : capital privé et capital public. Concernant les agents, nous avons les classiques : les ménages, les firmes, le gouvernement et le reste du monde. Les ménages sont également dissociés en quinze (15) sous segments selon les quartiles de revenu et la zone d'habitation (cinq quartiles pour Dakar, cinq quartiles pour les autres centres urbains et cinq quartiles pour la zone rurale) afin de prendre en compte leur hétérogénéité.

4. Résultats et discussion

Le scénario à simuler consiste en une hausse de 10% de l'offre de travail féminine. En effet, il est noté dans la littérature que les politiques d'assistance sociale à orientation genre impliquent une meilleure présence de la main d'œuvre féminine sur le marché de l'emploi. Comme mentionné plus haut, les femmes consacrent généralement une part importante de leur temps de travail aux activités domestiques non rémunérées. Dans ce sens, les décideurs publics peuvent favoriser la mise en place de services de garde d'enfants de proximité afin de corriger le déséquilibre inhérent à l'allocation du temps de travail des femmes. Ceci permettrait d'améliorer la présence des femmes sur le marché de l'emploi et ainsi réduire les inégalités de genre sur le marché de l'emploi,

Sur un autre registre, plusieurs pays ont mis en œuvre des politiques sociales de garantie de l'emploi en prenant en compte la dimension genre ainsi que des politiques de promotion de l'entrepreneuriat en faveur des femmes et celles-ci se sont manifestées par une forte présence de la main-d'œuvre féminine sur le marché du travail (cas du Libéria, de l'Ethiopie, du Kenya, de l'Afrique du Sud, du Pérou, de l'Inde entre autres). C'est dans ce sillage que le Sénégal a lancé en 2018 un programme de filets sociaux dénommé la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) dont l'objectif est de favoriser l'accès à l'emploi des couches les plus vulnérables notamment les jeunes et les femmes à travers l'auto-emploi. L'entrepreneuriat mobilise une grande partie de la main-d'œuvre sénégalaise et joue ainsi un rôle majeur dans la lutte contre le chômage et le sous-emploi.

En conséquence, l'idée de cette simulation est d'augmenter à la marge l'offre de travail des femmes de 10% et de voir comment cela va se répercuter sur le marché du travail et sur la croissance économique de façon générale et sectorielle.

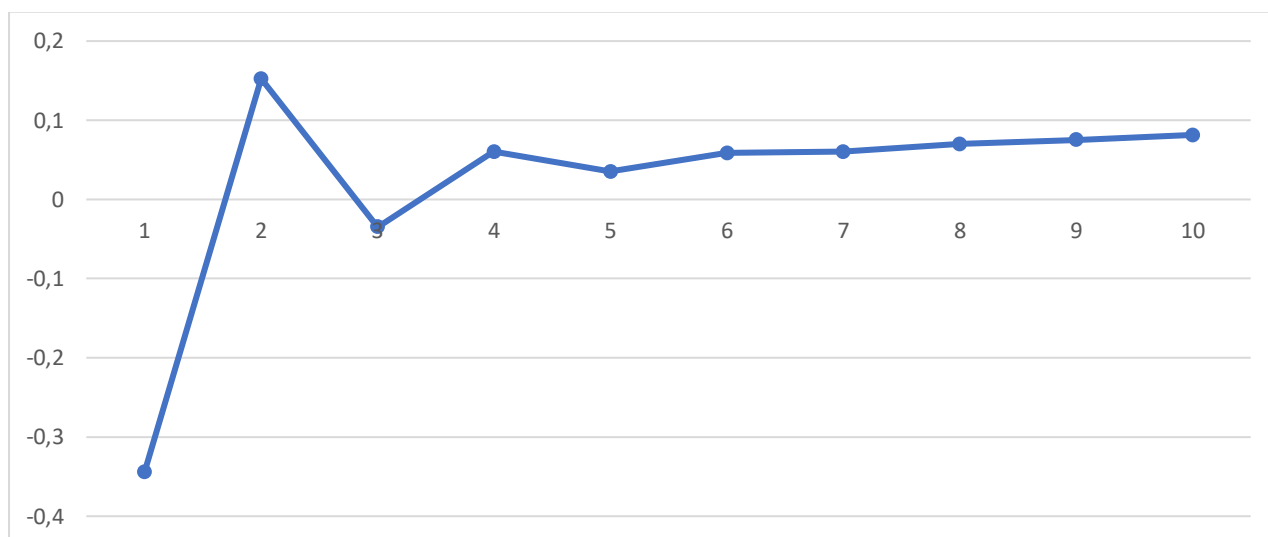
Après une analyse des impacts macroéconomiques et sectoriels du choc lié à la hausse de l'offre de travail des femmes, nous analyserons les impacts sur le volume des emplois demandés par les secteurs de l'économie selon la catégorie socio professionnelle et le sexe, étant entendu que dans un MEGC, toutes les variables interagissent et sont déterminées simultanément. Dans un modèle dynamique, l'économie croît, même en l'absence d'un choc. Par conséquent, les chocs sont analysés, en référence au sentier de croissance suivi par l'économie, en l'absence d'un quelconque choc (scénario de base ou *business as usual-BAU*).

- *Impact global sur la production*

L'augmentation de 10 % de l'offre de travail féminine génère un effet économique complexe, marqué par un ajustement à court terme suivi de gains durables. Immédiatement, l'afflux soudain de nouvelles travailleuses sur le marché de l'emploi entraîne une contraction du PIB (-0,34%), probablement en raison de frictions sur le marché du travail et d'une productivité moyenne temporairement plus faible, le temps que la main-d'œuvre se réajuste.

Cependant, cet effet négatif initial est rapidement surmonté et laisse place à une croissance positive dès la deuxième période. À moyen terme, l'économie bénéficie pleinement de l'élargissement de sa base productive, ce qui se traduit par une hausse stable du PIB d'environ 0,08 %. Cela démontre que les politiques sociales ciblées, en plus de leurs vertus inclusives, constituent un investissement rentable pour la croissance économique à long terme.

Figure 1 : Variation du PIB (en % par rapport au scénario BAU)



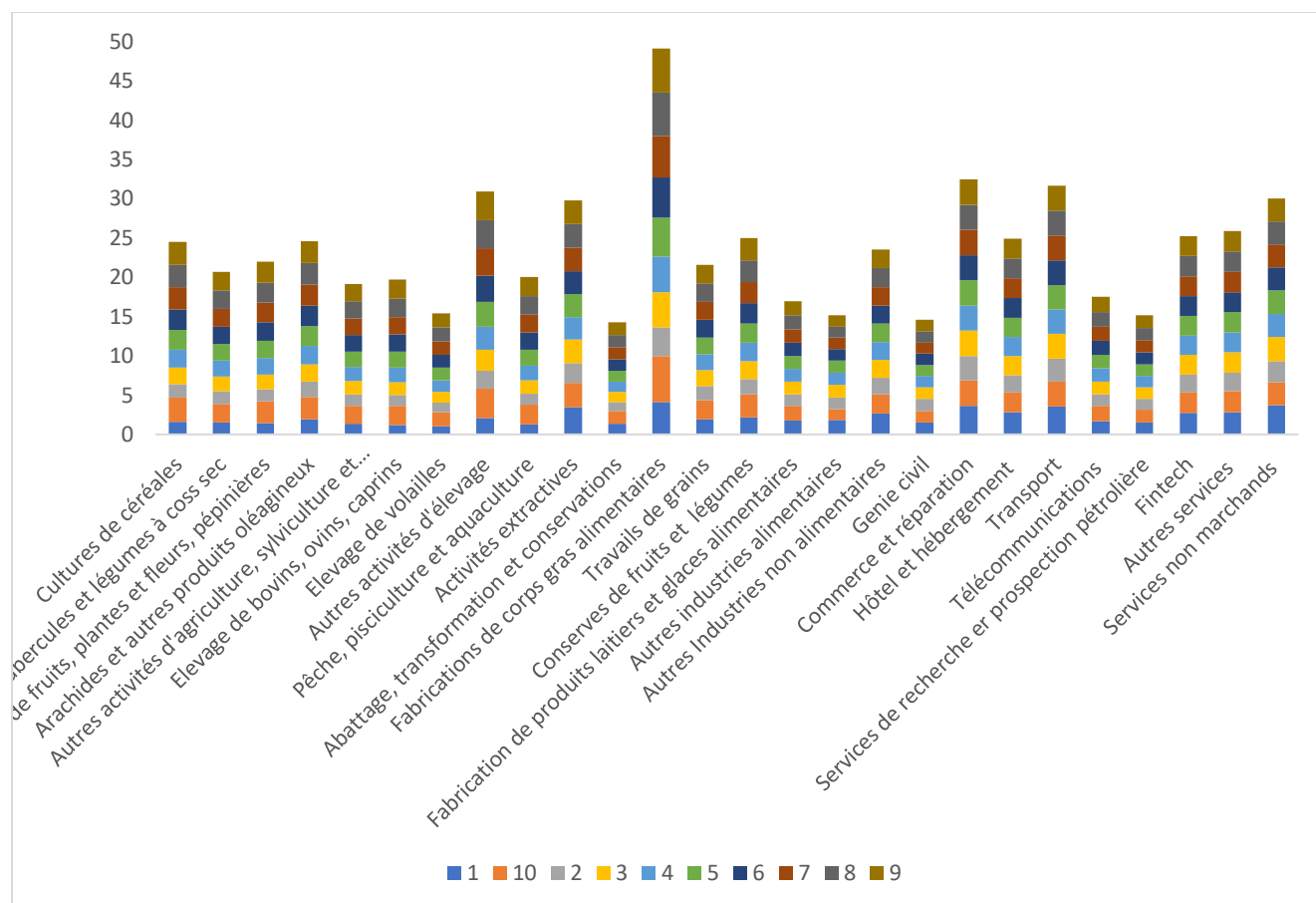
Source : Auteur, à partir des simulations

- **Impact sectoriel sur la valeur ajoutée**

L'analyse de l'impact sectoriel révèle une transformation structurelle de l'économie provoquée par la hausse de l'offre de travail féminine. De manière frappante, tous les secteurs sans exception voient leur valeur ajoutée augmenter de façon significative et continue sur les 10 périodes, ce qui indique une stimulation économique généralisée. Certains secteurs se distinguent par une croissance particulièrement vigoureuse, devenant les principaux moteurs de cette expansion. Les industries de transformation alimentaire comme la Fabrication de corps gras alimentaires (+5,79%) et le Travail des grains (+2,46%) tirent particulièrement profit de la hausse de la production agricole et de la demande. Le secteur des Télécommunications (+3,21%) et, dans une moindre mesure, la Fintech (+2,58%) affichent également une forte progression, démontrant une modernisation accélérée de l'économie.

La répartition de cette croissance met en lumière les canaux de transmission du choc. Les secteurs en amont, comme les cultures (céréales +3,03%, tubercules +2,36%) et les activités extractives (+3,08%), bénéficient d'un afflux de main-d'œuvre féminine qui booste la production primaire. Cette offre accrue alimente ensuite les industries de transformation, confirmant un effet d'entraînement le long des chaînes de valeur. Parallèlement, la hausse des revenus et de la consommation stimule les services comme le Commerce (+3,23%) et les Hôtels (+2,57%). La croissance modérée, mais constante des Services non marchands (+2,92%) reflète probablement une demande accrue pour les services publics (santé, éducation) dans une société plus inclusive et active.

Figure 2 : Évolution de la valeur ajoutée sectorielle (en % par rapport au scénario BAU)



Source : Auteur, à partir des simulations

- Impact sur le marché du travail

L'impact sur les salaires révèle un effet de dilution temporaire, mais généralisé suite à l'augmentation massive de l'offre de travail féminine (cf. tableau 1). À court terme (période 1), l'afflux de nouvelles travailleuses exerce une pression à la baisse sur les salaires réels dans toutes les catégories socioprofessionnelles et pour les deux sexes, conformément à la théorie néoclassique du marché du travail. Les baisses les plus marquées touchent les catégories les plus précaires, comme les apprentis (-7,7%) et les manœuvres (-4,6% à -4%), probablement parce que ces postes, moins spécialisés, sont plus directement concurrencés par la nouvelle main-d'œuvre.

Cependant, à moyen et long terme (périodes 2 à 10), la reprise vigoureuse de l'activité économique et la hausse de la productivité globale atténuent considérablement ce choc salarial initial. Les taux de salaire se stabilisent à un niveau toujours négatif, mais bien moins sévère, autour de -2,2% à -3,5% pour la plupart des catégories. Cette correction modérée et uniforme suggère que les gains de production et la stimulation de la demande absorbent en grande partie le choc d'offre, empêchant une chute durable et brutale des rémunérations et permettant une nouvelle forme d'équilibre sur le marché du travail.

Table 1 : Évolution du taux de salaire selon les segments du marché du travail (en % par rapport au BAU)

Taux de salaire par types de travailleur	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Aides-familiaux-Femmes	-4,3	-2,6	-3,2	-2,9	-3	-2,9	-3	-2,9	-2,9	-2,9
Aides-familiaux-Hommes	-4,4	-2,7	-3,3	-3	-3,1	-3	-3	-3	-3	-3
Apprentis-Femmes	-7,8	-7,1	-7,3	-7,2	-7,2	-7,2	-7,2	-7,2	-7,2	-7,2
Apprentis-Hommes	-7,7	-7	-7,2	-7,1	-7,1	-7,1	-7,1	-7	-7	-7
Autres-Femmes	-8	-7,2	-7,5	-7,3	-7,3	-7,3	-7,3	-7,2	-7,2	-7,2
Autres-Hommes	-8	-7,2	-7,4	-7,3	-7,3	-7,2	-7,2	-7,2	-7,2	-7,2
Cadres moyens et agents de maîtrise-Femmes	-3,5	-1,8	-2,5	-2,2	-2,3	-2,2	-2,3	-2,2	-2,2	-2,2
Cadres moyens et agents de maîtrise-Hommes	-3,5	-1,8	-2,5	-2,2	-2,3	-2,2	-2,3	-2,2	-2,2	-2,2
Cadres supérieurs et ingénieurs-Femmes	-3,5	-1,8	-2,5	-2,2	-2,3	-2,2	-2,2	-2,2	-2,2	-2,2
Cadres supérieurs et ingénieurs-Hommes	-3,5	-1,8	-2,5	-2,2	-2,3	-2,2	-2,2	-2,2	-2,2	-2,2
Employeurs-Femmes	-4	-2,4	-3,1	-2,8	-2,9	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8
Employeurs-Hommes	-4	-2,4	-3,1	-2,8	-2,9	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8
Employés et ouvriers qualifiés-Femmes	-3,4	-1,8	-2,4	-2,1	-2,3	-2,2	-2,2	-2,2	-2,2	-2,2
Employés et ouvriers qualifiés-Hommes	-3,4	-1,8	-2,4	-2,1	-2,2	-2,2	-2,2	-2,2	-2,2	-2,2
Employés et ouvriers semi qualifiés-Femmes	-4,6	-3,2	-3,7	-3,5	-3,6	-3,5	-3,5	-3,5	-3,5	-3,5
Employés et ouvriers semi qualifiés-Hommes	-4,6	-3,1	-3,7	-3,4	-3,5	-3,5	-3,5	-3,4	-3,4	-3,4
Indépendants-Femmes	-4,1	-2,5	-3,1	-2,8	-2,9	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8
Indépendants-Hommes	-4,1	-2,5	-3,1	-2,8	-2,9	-2,9	-2,9	-2,8	-2,8	-2,8
Manœuvres-Femmes	-4	-2,5	-3,1	-2,8	-2,9	-2,8	-2,9	-2,8	-2,8	-2,8
Manœuvres-Hommes	-4,1	-2,5	-3,1	-2,8	-2,9	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8

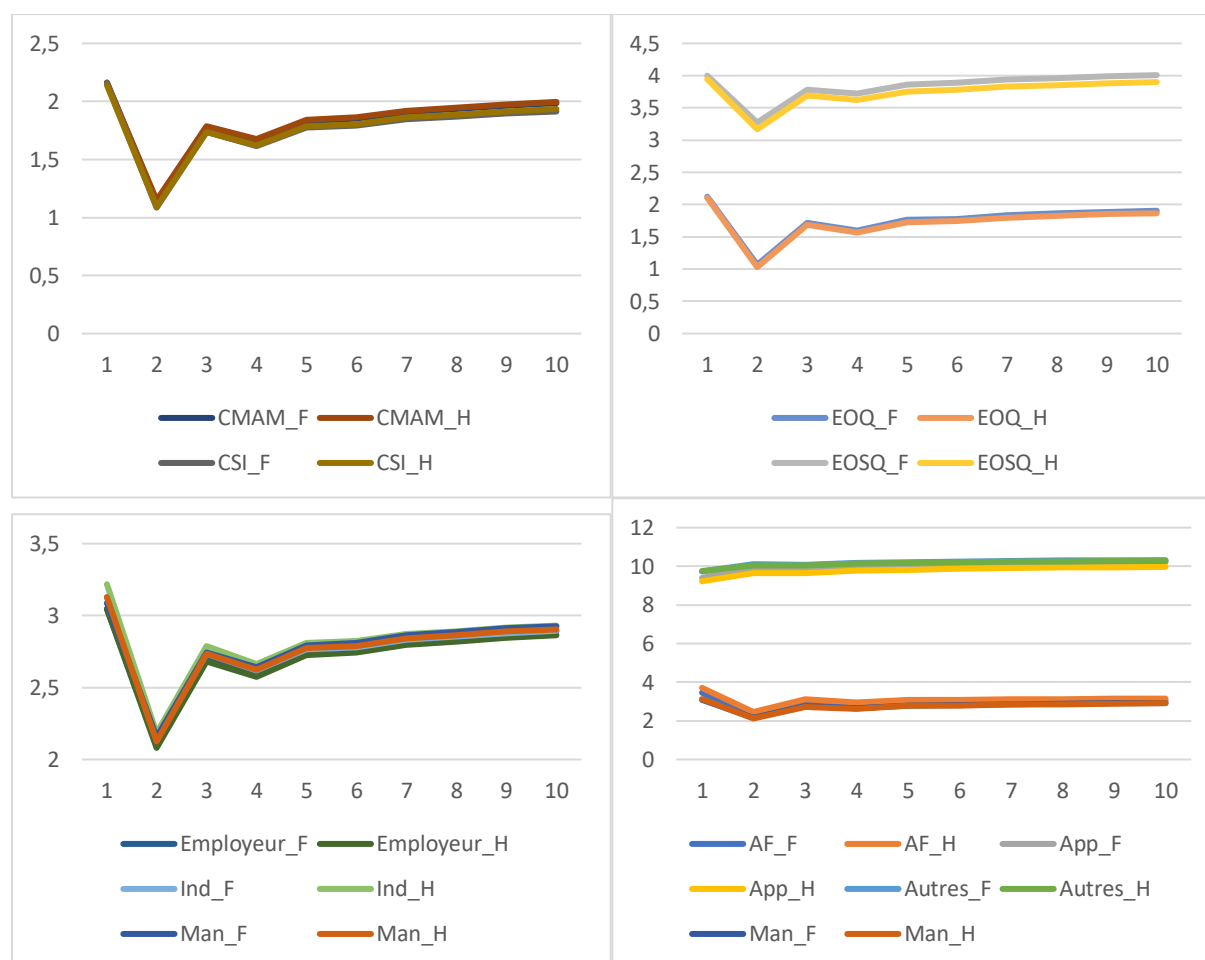
Source : Auteur, à partir des simulations

Du point de vue de la demande de travail, l'analyse révèle une absorption réussie de la nouvelle main-d'œuvre et une transformation de la structure de l'emploi. L'augmentation de l'offre de travail féminine stimule la demande pour toutes les catégories de travailleurs, mais de manière inégale, créant une nette dichotomie entre les emplois qualifiés et non qualifiés.

La demande de travail augmente de façon significative et continue sur les 10 périodes pour toutes les catégories, confirmant que la croissance économique générée absorbe la nouvelle main-d'œuvre. Cependant, une polarisation marquée apparaît : la demande pour les travailleurs non qualifiés (Apprentis, Autres, Manœuvres, Employés semi-qualifiés) connaît une hausse exceptionnellement forte, dépassant les +10% pour les apprentis et les autres travailleurs. À l'inverse, la demande pour les catégories qualifiées (Cadres, Employés qualifiés) augmente plus modérément, autour de +2%. Cela suggère que la croissance tirée par cette politique est fortement intensive en main-d'œuvre, créant majoritairement des opportunités pour les travailleurs peu qualifiés et non qualifiés.

Cette hausse différentielle s'explique par les canaux de transmission du choc. La stimulation des secteurs primaires et des industries de transformation, très demandeurs de main-d'œuvre peu qualifiée, tire la demande de travail pour les apprentis et les manœuvres. Parallèlement, l'expansion du secteur des services (commerce, hébergement) crée des opportunités pour les employés semi-qualifiés et non qualifiés. La demande pour les cadres et employés qualifiés, bien que moindre, suit une tendance régulière à la hausse, indiquant que la croissance économique génère aussi des besoins en encadrement, gestion et compétences techniques, mais dans une proportion moins élevée que pour la main-d'œuvre d'exécution.

Figure 3 : Évolution de la demande de travail des segments du marché du travail (en % par rapport au scénario BAU)



Note : CSI = Cadre Supérieur et Ingénieur ; CMAM = Cadre Moyen et Agent de Maîtrise ; EOQ = Employé et Ouvrier Qualifié ; EOSQ = Employé et Ouvrier Semi Qualifié ; Man = Manœuvre ; Ind = Indépendant ; AF = Aide-familiaux ; App = Apprenti.

Source : Auteur, à partir des simulations

5. Conclusion

Les enjeux des politiques sociales sous le prisme du genre en termes de réduction des disparités entre les hommes et les femmes et de consolidation de la croissance peuvent être analysés sous plusieurs angles. Des travaux menés dans des pays en développement ont montré que celles-ci impliquent très souvent une meilleure présence de la main-d'œuvre féminine sur le marché de l'emploi.

Cet article est produit dans le but d'explorer la relation qui pourrait exister entre les politiques d'assistance sociale à orientation genre, le marché du travail et la croissance économique au Sénégal. Pour mener à bien cet objectif, nous avons construit un modèle d'équilibre général calculable avec comme base comptable la matrice de comptabilité sociale du Sénégal à segmentation poussée du marché du travail selon le genre et la catégorie socioprofessionnelle. En nous référant aux études faites dans les autres pays et aux programmes sociaux mis en œuvre par l'État du Sénégal dans le but d'améliorer la présence des femmes sur le marché de l'emploi, nous avons simulé une augmentation à la marge de 10% de l'offre de travail des femmes.

Les résultats des simulations ont montré une augmentation généralisée de la demande de travail. En effet, l'augmentation de l'offre de travail féminine a entraîné une baisse conséquente des taux de salaire, ce qui implique une meilleure attractivité de la main-d'œuvre sur le marché de

l'emploi. Il est également noté une expansion des secteurs d'activité qui ont vu leur valeur ajoutée augmentée favorisant, par conséquent, une amélioration de la croissance économique. En définitive, on pourrait avancer que si les politiques sociales mises en œuvre au Sénégal se traduisent par une meilleure présence de la main-d'œuvre féminine sur le marché de l'emploi, cela entraînerait la hausse du taux d'emploi de tous les segments du marché du travail, mais aussi la consolidation de la croissance. Ceci corrobore l'idée selon laquelle les femmes constituent ainsi une frange de la population qu'il ne faudrait pas négliger si on veut tirer pleinement profit de toute la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail et ainsi favoriser une croissance économique plus inclusive.

Références

- (1). Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2011). Rapport de l'Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (ESPS-II).
- (2). Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2016). Rapport de l'Enquête National sur l'emploi au Sénégal (ENES).
- (3). Amodu, L., Azuh, A. E., Dominic, A., Oluwatoyin, M. A. and Toluwalope, O. (2017). Factors of Gender Inequality and Development among Selected Low Human Development Countries in Sub-Saharan Africa. *Journal Of Humanities And Social Science (IOSR-JHSS)*, Volume 22, Issue 2, Ver. IV, PP 01-07.
- (4). Antonopoulos, R. (2013). Expanding Social Protection in Developing Countries: A Gender Perspective. *Levy Economics Institute of Bard College*.
- (5). Arvan, M. L., Denunzio, M. M., Shen, W. and Shockley, K. M. (2017). Disentangling the Relationship Between Gender and Work–Family Conflict: An Integration of Theoretical Perspectives Using Meta-Analytic Methods. *Journal of Applied Psychology*, Vol. 102, No. 12, 1601–1635.
- (6). Coulibaly, N. A., Sall, M. C. A., Badji, A. S. & Houensou, D. A. (2025). Arbitrage des femmes de la classe moyenne entre travail rémunéré et non rémunéré en Afrique de l'Ouest : une analyse multinomiale. *Revue Hybrides (RALSH)*, Num. Spécial 002, Août 2025. <https://doi.org/10.5281/zenodo.16927680>.
- (7). Banque Africaine de Développement. (2015). Rapport annuel 2015. *Département de la recherche sur le développement*.
- (8). Beveridge, W. (1942). Social Insurance and Allied Services. *Majesty's Stationery Office, London*.
- (9). Blanchflower, D.G. and Oswald, A. J. (1994). Estimating a wage curve for Britain, 1973-1990. *Economic Journal*, 104, pp. 1025-1043.
- (10). Cabral, F. J., Cissé, F. et Diagne, A. (2017). Modélisation de l'impact du PSE agricole sur la demande de travail au Sénégal. *Miméo*.
- (11). Decaluwe, B., Lemelin, A., Robichaud, V. and Maisonnave, H. (2013). PEP-1-t: The PEP standard single-country, recursive dynamic CGE model. *Partnership for Economic Policy (PEP)*.
- (12). Dunatchik, A., Gerson, K., Glass, J., Jacob J., Sstritzel, H. (2021). Gender, Parenting, and the Rise of Remote Work During the Pandemic Implications for Domestic Inequality in the United States. *Gender & Society*, Vol 35 No. 7, April, 2021 218–232.
- (13). Fonds Monétaire International. (2019). Le coût économique de la sous-estimation du travail des femmes. *Finances et développement, publication trimestrielle du FMI Octobre 2019, Volume n°56*.
- (14). Gentilini, U. and Omamo S.W. (2009). Unveiling Social Safety Nets. *Occasional Paper No. 20. Rome, Italy: World Food Programme*.

- (15). Holmes, R. and Jones N. (2010). Rethinking Social Protection Using a Gender Lens. *London, UK: Overseas Development Institute.*
- (16). Kes, A. and Swaminathan, H. (2006). Gender and Time Poverty in Sub-Saharan Africa. *World Bank Working Paper No. 73, The World Bank, Washington, D.C.*
- (17). Mathieu, M. (2019). L'espace familial et l'offre de travail des femmes : une synthèse des contributions théoriques sur le sujet. *Haïti Perspectives*, vol. 7 n°1.
- (18). Mojumder, M. (2020). The Role of Women in The Development of Society. *Journal of Critical*, ISSN- 2394-5125 VOL 7, Issue 02.
- (19). Organisation de Coopération et de Développement Economique. (2011). Effets sur le marché du travail des systèmes de protection sociale dans les économies émergentes. *Perspectives de l'emploi de l'OCDE.*
- (20). Organisation Internationale du Travail. (2011). Mettre en place des socles de protection sociale pour tous. *Programme phare mondiale.*
- (21). Razavi, S. and Silke, S. (2010). Underpaid and overworked: A cross-national perspective on care workers. *International Labour Review*. Special Issue on Workers in the Care Economy 149(4): 407-422.
- (22). Razavi, S. (2011). Pour la création d'une protection et d'une sécurité sociale selon le genre. *Fondation Friedrich Ebert. Analyse de Politique Internationale.*
- (23). République du Sénégal. (2017). Stratégie Nationale de Protection sociale SNPS (2016-2025).
- (24). Sall, M. C. A. (2018). Disparités salariales et genre sur le marché du travail au Sénégal. *Revue d'Economie et de Gestion (REG)* Vol 2 N°1, pp.1-16.
- (25). Samson M. (2009). Social Cash Transfers and Pro-Poor Growth, Vers une croissance pro-pauvres : La Protection sociale. *Document de recherche, OCDE, Paris.*
- (26). Suwa, A. (1991). Les modèles d'équilibre général calculable. In : *Économie & prévision*, n°97, *L'économie du développement*. pp. 69-76.
- (27). Tebaldi, R. (2016). Genre et protection sociale en Afrique subsaharienne : évaluation générale de la conception de différents programmes. *Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG)* 2016 ISSN 2358-1379.